

table des MATIERES

Crise alimentaire en Asie du Sud-Est et Asie de l'Est (D'après le séminaire international sur la crise alimentaire à Séoul, Corée du Sud, août 2008)

1. La situation actuelle de la crise des prix des aliments et de l'agriculture japonaise par NOUMINREN Japon.
2. Une réponse à la crise alimentaire mondiale (des prix) par SPI Indonesia.
3. La crise alimentaire au Cambodge par FNN Cambodia.
4. De longues queues pour se procurer des aliments aux Philippines par PARAGOS Philippine.
5. Le prix élevé du riz à Timor Leste n'est pas une crise alimentaire par HASATIL Timor Leste.
6. La crise les prix des aliments en Thaïlande par NPF Thailand.
7. Une réponse sérieuse à la crise alimentaire aux Philippines par KMP Phillipine.

Annexe :

Le point de vue de la Via Campesina sur la crise alimentaire.

INTRODUCTION

Pendant la Conférence mondiale sur la question alimentaire en 1996, il y avait environ 830 millions de personnes souffrant de faim, les gouvernements se sont engagés à diminuer de moitié ce chiffre d'ici 2015. D'aucuns prédisent aujourd'hui que ce chiffre va, au contraire, augmenter de 50 % pour atteindre 1,2 milliards, sans compter les menaces imprévisibles de chaos climatiques et des conséquences de la production des agrocarburants.

À cause de la fin des réserves de denrées agricoles et piscicoles, de l'augmentation en flèche des prix des aliments et du carburant, il est nécessaire d'inventer de nouvelles politiques, pratiques et structures pour résoudre la crise alimentaire actuelle et empêcher des futures tragédies ou pire. Les gouvernements, et ceux de l'hémisphère Sud, et les organisations intergouvernementales, doivent maintenant reconnaître leurs responsabilités dans les politiques mises en place qui ont ébranlé la productivité agricole et détruit la sécurité alimentaire de leurs pays. À cause de ces événements, ils ont perdu leur légitimité et la confiance des peuples du monde en leur pouvoir de déclencher des changements réels et importants nécessaires pour mettre fin à la crise alimentaire actuelle, et pour sauvegarder l'accès à la nourriture pour les peuples et leurs moyens de vivre et, de faire face au changement climatique.

L'état d'urgence d'aujourd'hui a ses racines dans la crise alimentaire des années 1970 quand quelques gouvernements opportunistes de l'OECD, poursuivant des politiques néolibérales, ont démantelé la structure institutionnelle internationale des aliments et de l'agriculture. Cette crise alimentaire est le résultat des refus répétés des gouvernements et des organisations intergouvernementales à instaurer les droits des peuples, à les protéger et les respecter, et de ne pas sanctionner les violations systématiques de ces droits. Ils ont instauré des stratégies politiques à court terme, négligeant les moyens de production alimentaire et provoquant l'abandon de l'agriculture et de ce fait aboutir à la crise alimentaire d'aujourd'hui.

En août 2008, La Via Campesina région Asie du Sud-est et Asie d'Est, a organisé à Séoul, Corée du Sud, un séminaire international sur la crise alimentaire. Ont participé les paysans membres de La Via Campesina d'Indonésie, du Japon, du Cambodge, de Malaisie, des Philippines, de Timor Leste, de Thaïlande et d'autres organisations de Corée du Sud.

Cette brochure est la compilation de tous des articles présentés lors du séminaire, qui expliquent comment la crise alimentaire affecte les petits paysans et les communautés.

La situation actuelle de la crise des prix des aliments et de l'agriculture et de l'alimentation au Japon

NOUMINREN Japon

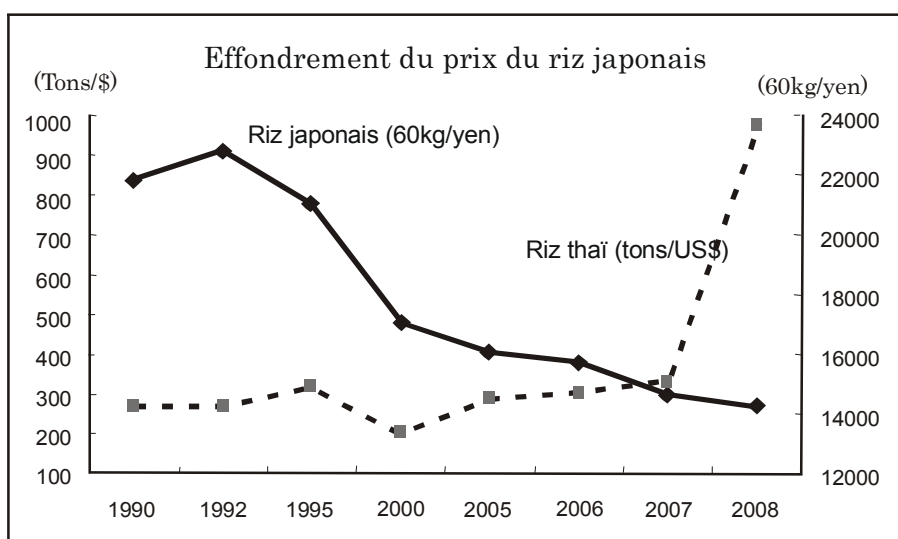
Le but de ce rapport est d'informer sur la situation de l'agriculture et de l'alimentation au Japon, et de la lutte du NOUMINREN au sujet de « la crise des prix des aliments ».

Hokkaido, où j'habite, est situé au nord du Japon ; Cette région a une agriculture florissante. Le taux de quantité suffisante d'aliments est de plus de 200 % à Hokkaido, c'est effectivement le grenier alimentaire du Japon. Selon le climat et les types de terres, il est divisé en plusieurs régions produisant différents produits principaux, par exemple les rizières et dans les champs en hauteur : blé, soja, betterave sucrière et légumes, et laiteries et élevage. Avec le programme d'aide pour les grosses entreprises agricoles, les secteurs de la laiterie et de l'élevage ont reçu des subventions gouvernementales ; de ce fait le nombre moyen des vaches par éleveur est de plus de 100 et la production de lait représente 46,7 % de toute la production de lait au Japon.

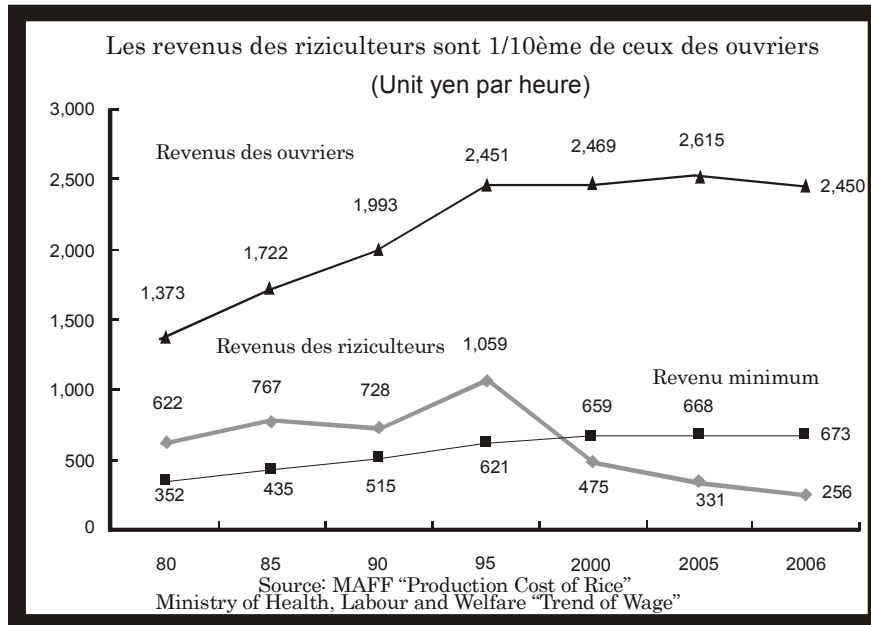
Récemment, dans cette région, il y a eu des changements. Un de mes amis, membre actif du mouvement paysan, qui avait une laiterie, a fait faillite en mars dernier. La raison était l'augmentation du prix de l'alimentation animale et le bas prix de vente du lait qui n'a pas pu couvrir les frais de production. Il a dit que s'il continuait, il ne faisait qu'augmenter son déficit. Ceci n'est pas un cas isolé. Beaucoup de laitiers et d'éleveurs se trouvent face au choix de continuer ou non leur production. Si cela continue, laiteries et élevages vont disparaître du Japon. La situation est extrêmement grave et il n'y a pas de temps à perdre.

Au Japon, des aspects dramatiques de la crise alimentaire où l'augmentation des prix mène à la famine, n'apparaissent pas comme en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique Centrale. En plus de la crise des laitiers et des éleveurs, il y a une brusque augmentation des prix du maïs et du soja.

La production du riz doit faire face à la même situation. Pendant que la demande de riz sur les marchés internationaux augmente, le prix du riz sur les marchés nationaux diminue, au point d'être bien plus bas que le coût de production.



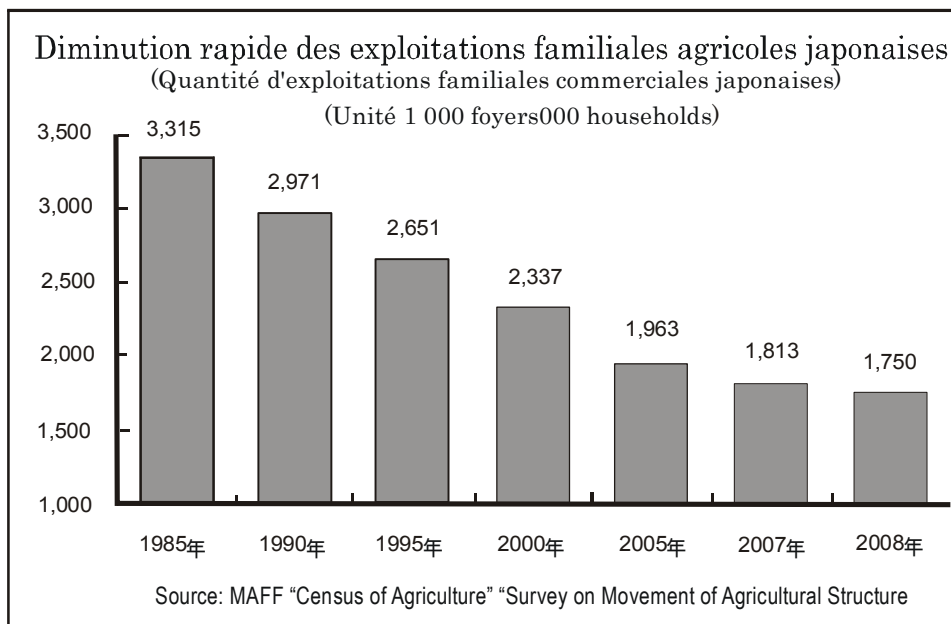
Le Japon, qui est sensé être un pays riche, encourt des problèmes importants. Les problèmes de pauvreté et d'inégalités sociales sont d'actualité alors que le phénomène des emplois précaires et des « ouvriers pauvres » (*working poor*) se développe dans la population active. À cause de l'effondrement du prix de riz, les revenus d'un riziculteur se sont réduits aux 1/10^{ème} de ceux d'un ouvrier moyen. Ceci n'est que la moitié du salaire minimum établi par le gouvernement, et il est clair que les questions de pauvreté et d'inégalités sont exacerbées dans le secteur agricole.



L'effondrement du prix du riz est dû à l'OMC, qui pratique la politique du pire, au gouvernement japonais et à l'immoralité des multinationales. Premièrement, le Japon a réduit de 40 % la production de riz sous l'égide de l'OMC, en même temps ils ont été obligés d'accepter d'importer 770 000 tonnes de riz par an dans le cadre du programme Access Minimum. Ce chiffre dépasse dramatiquement la production de riz d'Hokkaido (620 000 tonnes), qui est connue comme la seconde plus importante du pays. Deuxièmement, sous les pressions de l'OMC, le gouvernement japonais a aboli le système de garantie des prix, qui plus est, la distribution et la régulation du riz contrôlée par le gouvernement ont été privatisées, et le riz, denrée de base pour les Japonais, a été laissé aux marchés privés. Troisièmement, les grandes multinationales et les révisions de politique pratiquée par le gouvernement japonais, ont commencé à diriger le système de distribution par des achats massifs et des ventes réduites.

En fait, sous l'influence de la crise mondiale alimentaire et de la baisse des réserves alimentaires nationales, le prix du riz sur le marché national a tendance à augmenter. Or, il a été révélé que le supermarché le plus grand du pays a convoqué les marchands en gros et les revendeurs de riz en leur ordonnant de ne pas accepter d'augmentation du prix du riz et de manipuler les prix en faisant un mélange avec du riz très bon marché. Puisque le but d'un marchand est de vendre, ces marchands de riz ont obéi aux ordres ; de ce fait, la distribution va être de plus en plus contrôlée par les supermarchés qui fixeront le prix du riz, peu importe si le produit manque sur le marché ni s'il est vendu pour moins que le coût de sa production. Résultat, la politique des bas prix va se généraliser sur les marchés.

L'effondrement des prix des produits agricoles est la cause du déclin de l'agriculture. 63 000 fermes familiales, 180 par jour, disparaissent au Japon. Afin de sauver l'agriculture japonaise, les prix des produits agricoles devraient augmenter assez pour couvrir le coût de leur production.



En même temps, le Japon, qui n'a que 2 % de la population du monde, achète 10 % des produits alimentaires sur le marché mondial, ce qui accélère la crise alimentaire. Afin de se coller avec les problèmes de l'alimentaire et de l'agriculture, le Japon doit changer la situation actuelle et essayer d'augmenter le taux anormalement bas de quantité nécessaire d'aliments en promouvant la production de davantage d'aliments dans le pays. Ce serait la meilleure contribution du Japon pour résoudre la crise alimentaire.

À la conférence sur l'alimentaire à Rome, du 3 à 5 juin, le Premier Ministre Fukuda a fait au niveau international, une promesse majeure de la part du gouvernement japonais : « le Japon va apporter sa contribution à la société internationale qui souffre de faim en essayant d'augmenter son taux de sécurité alimentaire. » Dont acte.

Malgré une telle promesse internationale, le gouvernement japonais ne sort pas du cadre de l'OMC, qui fonctionne sur le principe du marché libre.

D'abord, le gouvernement continue, dans sa politique de réglementation de la production du riz, en la réduisant de 40 % sous prétexte qu'il y a trop de production au Japon et malgré cela, il continue d'importer du riz « *Minimum Access* » (Access Minimum, MA), que le peuple japonais n'a jamais demandé. La quantité totale de riz MA qu'a importé le Japon jusqu'à la fin mars de cette année a atteint 8,65 millions de tonnes, et le prix de stockage de ce riz, pris en charge par les impôts, est évalué à plus de 110 milliards de Yen. Le montant annuel de riz MA importé est de 770 000 tonnes, ce qui égale le tiers de la quantité de riz importée par les Philippines, un pays qui souffre du manque de riz. Jamais il n'est déclaré que le Japon achète du riz dont il n'a pas besoin, ce qui en augmente le prix, et en même temps sur le marché international, il y a une brusque augmentation du prix. De plus, le gouvernement japonais a l'intention d'utiliser 700 000 tonnes de riz pour alimentation animale : même avec l'augmentation du prix de l'alimentation animale, ceci est inopportun, puisque beaucoup de personnes au monde souffrent de manque de riz. Nous demandons d'arrêter l'importation du riz MA et appelons l'OMC à abolir le système du riz MA.

Ensuite, l'attitude du gouvernement japonais a été problématique pendant la réunion, sans caractère officiel, qui s'est passée à partir du 21 juillet à l'OMC, La négociation même a totalement échoué.

Mais dans l'accord final proposé il y avait des coupes sombres sur les tarifs et sur la libéralisation concernant des produits clés de l'agriculture japonaise comme le riz, le blé, les produits laitiers, le sucre, l'amidon etc. Ceci est une menace pour l'existence même de l'agriculture japonaise. Néanmoins, avec l'excuse d'éviter « l'isolement international », le gouvernement japonais a soutenu et accepté l'accord final proposé. Avant de participer à cette réunion au niveau ministériel, le gouvernement japonais a, d'emblée, affirmé qu'il allait « protéger ce qu'il faut protéger » et qu'il « ne concédera pas plus de 10 % pour les produits sensibles ». Mais, une fois arrivé, le gouvernement a changé la limite prévue pour 8 % et le ministre de l'agriculture japonaise a déclaré qu'il accepterait la proposition du secrétaire général de l'OMC comme « une base de négociation ». Après tout, il est évident que le gouvernement japonais avait pris la position de « sacrifier l'agriculture au bénéfice de l'industrie ». Donc il a trahi les attentes du peuple pour l'amélioration du taux de sécurité alimentaire et est allé contre des questions de vie humaine comme le réchauffement de la terre ou la crise alimentaire.

Malgré une telle attitude de la part du gouvernement, la demande parmi le peuple de « réaliser la souveraineté alimentaire comme moyen principal contre l'OMC et d'améliorer le taux de sécurité alimentaire en changeant la politique agricole et en augmentant la production des aliments », prend un réel essor.

Nous affirmons que la souveraineté alimentaire est la clé de notre mouvement pour protéger l'agriculture japonaise et notre alimentation. Le thème principal est notre lutte pour l'amélioration de la souveraineté alimentaire. En outre, nous avons intensifié la lutte contre les problèmes urgents comme le prix du riz qui s'effondre. En octobre de l'année dernière, nous avons manifesté pour exiger des mesures concernant le prix du riz. C'était un succès – le gouvernement a été obligé de prendre des mesures dans ce sens. Grâce à cette lutte, menée sous le slogan « L'appel pour un prix du riz correct est semblable aux demandes des ouvriers pour une augmentation de salaire », la solidarité avec les différents secteurs sociaux comme les ouvriers, a été renforcée. Cette lutte a intéressé les personnes des secteurs divers et s'est rapidement intensifiée, devenant très vite un grand mouvement.

Soutenu par de tels mouvements, la lutte qui met à jour le contrôle de la distribution par les importants capitaux circulants et qui en empêche les effets destructifs, est assurée par NOUMINREN. Quand la distribution est contrôlée par les importants capitaux circulants, les producteurs et les consommateurs sont perdants et les importants capitaux circulants sont les seuls gagnants. Pendant l'été et l'automne, nous avons étudié différents cas d'effets destructifs, programmant nos plans d'actions pour mener des procès contre ces multinationales.

Entre autres, les petits et moyens commerçants sont victimes du contrôle de la distribution : Il y a, au Japon, une situation qui s'aggrave, où les petits et moyens commerçants ne peuvent plus acheter du riz à cause des achats massifs réalisés par d'importants capitaux circulants. NOUMINREN se joint à ces commerçants pour créer un système de distribution alternatif qui s'appelle « ventes semi directes ». Avec ce système, les petits et moyens commerçants achètent le riz collecté par NOUMINREN, et ce riz est vendu aux consommateurs dans des échoppes locales de riz. Ce système commence à être reconnu comme un moyen de combattre l'intensification du contrôle de la distribution par les importants capitaux circulants.

Sanchoku, la distribution directe des produits des fermiers aux consommateurs, liant intimement les producteurs et les consommateurs, a débuté il y a plus de vingt ans. La puissance effective du mouvement *Sanchoku* est dû à une campagne d'éducation. La plupart des campagnes d'éducation sont organisées sous des thèmes d'actualité, comme la souveraineté alimentaire, le réchauffement de la planète, la sécurité alimentaire etc., et le public au Japon a été grandement impressionné par

les questions de l'alimentaire et de l'agriculture. Alors que la conférence au sommet du G8 à Hokkaido n'a pas trouvé de solution aux problèmes du réchauffement de la terre ou de la crise alimentaire, notre mouvement *Sanchoku* au Japon s'est amplifié après des campagnes d'information sur le G8.

NOUMINREN continue sa lutte de pressions sur le gouvernement afin de faire changer la politique agricole. En même temps, nous avons intensifié notre lutte contre le contrôle de la distribution par les importants capitaux circulants en développant un système d'échange alternatif pour faire face à la distribution actuelle. Cette lutte va nous mener à lutter contre les multinationales.

Renforçons notre solidarité et amplifions notre lutte afin de réaliser la souveraineté alimentaire dans un monde paisible et juste !

Une réponse à la crise mondiale des (prix) alimentaires

SPI Indonésie

Le système alimentaire est en crise dans le monde entier. Des millions de personnes ne peuvent plus ni payer de la nourriture ni même avoir accès à de la nourriture ; la faim et la sous-alimentation explosent. L'incapacité à faire face à la crise alimentaire actuelle met en lumière la faillite de trois décennies de marché libéral dans l'agriculture.

Sous les politiques néolibérales, le FMI, la Banque Mondiale et, plus récemment, l'OMC, ont forcé plusieurs pays à diminuer leurs investissements dans la production alimentaire et à réduire leurs aides aux paysans. Ces politiques ont tué beaucoup de gens, partout dans le monde et pas seulement des paysans. Des millions de personnes sont en train de mourir dans l'hémisphère sud à cause du remède sanglant, le FMI, à la fin des années 90 : le Programme de réajustement structurel (SAP en anglais). En plus, les subventions injustes, la surproduction, la réduction des tarifs pour les nouveaux marchés et la montée des importations représentent les impacts diaboliques de l'OMC depuis treize années. Et puis nous avons été témoins des exemples de tueries de paysans au Nord comme au Sud. Au bout d'une longue lutte, nous avons triomphé sur l'OMC il y a environ un mois.

L'effet indésirable de ces politiques néolibérales est un marché agricole défectueux, contrôlé par peu de gens. Or, la prédiction que nous avons fait il y a quelques années s'est réalisée – les spéculateurs ont parié sur la pénurie attendue : des spéculateurs comme les multinationales (Cargill, ADM, Bunge, Tesco, Carrefour, Wal-Mart et beaucoup d'autres) et des personnes comme George Soros, vont, selon des sources, bénéficier d'une augmentation de leurs profits dans le négoce de l'agriculture et de matières premières pour l'année 2007-2008. Ces deux années de crise sont marquées par l'augmentation de 86 % des profits de Cargill. Pendant ce temps, alors que le prix du soja était à la hausse en janvier 2008, Cargill gardait encore 13 000 tonnes de soja dans un entrepôt à Surabaya, en Indonésie. ADM a enregistré une augmentation de 67 % de ses profits ; Bunge de 77 % et Tesco de 11,8 %. Selon un rapport financier des susmentionnés principaux détaillants, la vente des produits alimentaires est le secteur principal qui procure l'augmentation des profits. (1)

La dernière raison en date de la crise alimentaire est le boom des agrocarburants (1). Une augmentation de la demande pour les agrocarburants (une fausse solution à la crise de l'énergie et aux variations climatiques), a entraîné une augmentation correspondante des prix des produits alimentaires ; aujourd'hui, beaucoup de cultures sont utilisées dans la production des carburants. D'un point de vue plus global, les agrocarburants créent davantage de conflits agraires : prix des produits alimentaires changeants, conflit entre la race humaine (les aliments) et les véhicules (carburants), et en plus des problèmes écologiques. À qui profitent les agrocarburants ? Comme a dit Joao Pedro Stedile de MST, l'agrocarburant est un scénario impossible pour maintenir le niveau des profits des industries automobiles, pétrolières et agricoles (2).

Quel est donc le cœur de la crise ? C'est le mode de production et de consommation, promu par un état d'esprit néolibéral. Il y a dans les politiques du commerce, la pratique de contrôle par le marché, les actions poursuivies par les gouvernements, et le soi-disant credo de « sécurité alimentaire ». La Via Campesina a depuis toujours condamné les modes néolibéraux de production et de consommation comme n'étant pas la solution.

La population a besoin d'un nouveau mode de production et de consommation qui mette en premier les objectifs de développement, d'emploi et de souveraineté alimentaire. Elle appelle à une solution réelle qui stabilise la production et la distribution alimentaire afin de répondre aux demandes mondiales pour des aliments sains, appropriés et abordables.

Des pays et des institutions internationales ont essayé de trouver une solution à la crise. Mais, comme nous avons déjà remarqué, ces réponses sont conçues toujours par le même vieil état d'esprit d'un mode de production et de consommation basé sur le néolibéralisme. D'abord, les pays ont essayé d'augmenter l'importation – il en résulte la baisse des tarifs des produits alimentaires importés et la hausse des taxes sur l'exportation, voire même l'instauration d'un embargo sur les importations. Ensuite, ils ont essayé de mieux s'organiser, ensemble, pas chacun pour soi : Ils utilisent une « Nouvelle donne pour une politique alimentaire globale » promue par le FMI et la Banque Mondiale. Récemment, ils ont instauré un « Corps expéditionnaire de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale » (HLTF en anglais), et ils ont lancé une étude sur le « Cadre compréhensif pour l'action » (CFA en anglais). Concrètement, ils n'ont trouvé qu'un refrain classique : de l'assistance alimentaire et davantage de dette pour le Sud, avec un plafond total autorisé de 1,2 milliard \$US. Finalement, aujourd'hui ils discutent une nouvelle structure pour un système mondial d'alimentation en continuum avec la Nouvelle donne pour une politique alimentaire globale du FMI et de l'OMC. Dans la nouvelle structure est incluse une proposition française pour résoudre la crise alimentaire et l'initiative du G8 de juillet dernier à Toya-ko, Japon. Cet effort supplémentaire va concerner tous les participants – les gouvernements des pays en voie de développement, les secteurs privés, les sociétés civiles, les donateurs et les institutions internationales (4).

Cette tentative a provoqué une polémique ces derniers mois. Dans un effort pour déclencher le processus en Afrique, une initiative identique, appelée l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA en anglais), a provoqué de sérieuses conséquences redoutées. À cause du coût social et environnemental, l'idée et la pratique de la révolution verte ont été rejetées par de nombreux partis. La « seconde » révolution verte va utiliser des OMG et toutes les solutions fondées sur le marché afin de faire augmenter la production. Comme a déjà déclaré La Via Campesina, la production n'est pas le problème ; nous avons assez de denrées pour nourrir le peuple, mais les pauvres n'ont pas accès au marché. AGRA va confirmer notre constatation que ce type d'initiative ne va bénéficier qu'à certains, et pas aux plus nécessiteux – les paysans, les petits et moyens producteurs et les consommateurs pauvres.

Pour faire face à la crise actuelle, il faut, en priorité, reconstruire des économies alimentaires nationales. On pourrait le faire avec des principes basés sur la souveraineté alimentaire : (1) en donnant la priorité aux consommateurs les plus pauvres qui souffrent de la crise des (prix) alimentaires ; (2) en même temps, en donnant la priorité à la production alimentaire domestique, afin de devenir moins dépendant du marché mondial ; en augmentant les investissements dans la production alimentaire des paysans et des agriculteurs qui produisent pour le marché local, et pas pour l'exportation ; (3) En utilisant une main-d'oeuvre intensive et des ressources naturelles durables et des intrants non intensif-extensifs (chimique) ; (4) En utilisant des semences et des connaissances locales ; (5) En diversifiant le système de production ; (6) En protégeant et en stabilisant le marché domestique, et aussi en instaurant une politique juste des prix pour les producteurs et les consommateurs.

Les droits liés à l'exploitation de la terre doivent être défendus. Les terres doivent être distribuées équitablement aux sans-terres et aux familles paysannes grâce à une réforme agraire réelle. Depuis longtemps, parmi les réponses à la crise alimentaire mondiale, on a ignoré les droits des personnes qui cultivent la terre et l'accès à ceux qui en ont besoin pour gagner leur vie. Ces droits

doivent faire partie des lois internationales et être instaurés par les pays et les institutions internationales comme l'ONU et ses agences.

Bien entendu, après l'effondrement de l'OMC, nous aurons besoin de mesures pour stabiliser le marché international. Des réserves internationales de sécurité doivent être réalisées afin d'arriver à stabiliser les prix à un niveau raisonnable, ensuite les pays exportateurs doivent être obligés d'accepter que soit contrôlée la quantité des produits qu'ils mettent sur le marché. Un corps régulateur, une institution, pourrait être utile afin de régir tout cela. (De nombreux débats concernant le type de corps ou d'institution nécessaire ont lieu. Et nous – le mouvement du peuple – devons continuer à discuter des alternatives et à réagir aux mauvais coups ! L'UNCTAD pourrait-elle être l'institution adéquate ?)

Finalement, nous avons besoin aussi de limiter l'influence des multinationales dans le commerce mondial. Après tout, elles sont responsables de la crise actuelle, et les peuples doivent leur demander de déclarer leur responsabilité sur ce qui s'est passé.

La crise alimentaire au Cambodge

FNN Cambodia

1. L'augmentation des produits de base partout dans le monde, surtout pour les carburants et les aliments, est devenu récemment un problème majeur pour beaucoup de pays. L'augmentation des prix des produits alimentaires pourrait plonger des millions de personnes dans la pauvreté. Dans plusieurs pays, comme Haïti, Egypte, les Philippines, Thaïlande et Italie, les tensions et la désespérance des pauvres ont amené à des manifestations. Tout comme d'autres pays, le Cambodge souffre aussi d'une importante inflation à la suite des augmentations des prix des denrées de 24,2 % entre janvier 2007 et janvier 2008. Les 20 % des plus pauvres des Cambodgiens, qui dépensent en moyenne 83 % de leurs revenus pour la nourriture, ont grand mal à faire face aux augmentations des prix.
2. L'inflation affecte tout le monde, mais elle touche les pauvres plus que les autres. Les plus pauvres des pauvres dépensent la quasi-totalité de leurs revenus pour de la nourriture et à cause de l'augmentation des prix, ils commencent à manger moins et moins bien, se rendant encore plus affamés donc moins productifs, moins aptes à gagner leur vie et plus sujet aux maladies. Cette situation est un fait indiscutable et ne peut être dénié par personne.

Parce que les salaires des pauvres et des groupes fragiles augmentent moins vite que le taux d'inflation, ces groupes de personnes tombent généralement encore plus dramatiquement dans la pauvreté. On trouve des cas où les parents enlèvent leurs enfants de l'école pour qu'ils travaillent afin de faire rentrer un peu d'argent, d'autres qui arrêtent de les y envoyer parce qu'ils ne peuvent plus payer l'éducateur. En bref, l'inflation a une influence négative sur les revenus, la santé, l'éducation et la possibilité de mener une vie productive pour la population.

L'augmentation des prix sur le marché, en plus d'affecter directement les pauvres, freine les efforts de développement en général. Par exemple, en 2007 Caritas Cambodia a signé un contrat avec une entreprise de bâtiment pour construire un nouvel hôpital des yeux dans la province de Takeo, pour un coût de 1 million \$US. Mais, au début 2008, à cause de l'inflation, la construction de l'hôpital a coûté 1,6 million \$US à Caritas.

Le budget prévu par le Gouvernement royal et ses partenaires pour le développement risque d'être affecté aussi. Bien que le budget présenté par la loi budgétaire 2008 ait été augmenté de 16 %, à cause d'une inflation de 18,7 %, les dépenses du gouvernement vont être moindres que l'année dernière. Cette réduction dans le budget réel, conjointement avec l'effet de l'augmentation du coût alimentaire et éducationnel pour les foyers individuels, laisse le Gouvernement royal dans une situation où il est plus difficile de réaliser les *Cambodia Millennium Development Goals*, pour l'éducation et pour tous les autres buts.

Mais les paysans auraient pu profiter des prix forts des aliments, pour donner une opportunité au secteur agricole cambodgien d'augmenter sa production. Malgré une seule récolte de riz par an au Cambodge, il exporte environ 2 tonnes par an et est tout à fait capable de produire un surplus important. La production pourrait être encore augmentée en multipliant la fréquence, en investissant davantage dans la gestion de l'eau et en améliorant le rendement et les capacités de stockage.

Malheureusement, pour les 91 % de Cambodgiens pauvres qui habitent à la campagne, les avantages qu'offrent la hausse des prix alimentaires ne se traduisent pas automatiquement en une augmentation de revenus. « Le Rapport de la Banque Mondiale sur la croissance partagée » (2007) estime que 46 % des foyers ruraux n'ont pas de terres ou possèdent moins d'un demi-hectare de terres par foyer. Ceci montre que, à cause des superficies limitées qu'ils possèdent, les pauvres ont peu de chance de bénéficier des prix alimentaires qui montent. Au contraire, ces foyers ruraux sans terre ou pauvre en terre sont obligés d'acheter le riz pour leur consommation. Un autre obstacle qui empêche les 60 % des ouvriers agricoles cambodgiens de profiter de cette situation, est le prix du carburant et des intrants agricoles qui flambe.

Ces facteurs ont tendance à limiter la productivité agricole et à augmenter le prix de la production, pour finir par rendre ces produits peu compétitifs face aux produits importés des pays voisins. Qui plus est, la plupart des paysans cambodgiens ont des moyens et des capitaux trop limités pour pouvoir augmenter leur productivité.

3. Le Gouvernement Royal du Cambodge devrait avoir comme stratégies face aux conséquences de l'inflation :

Stratégies à court terme :

- Travailler avec des partenaires en développement afin d'augmenter les aides alimentaires et élargir les programmes de protection sociale mentionnés plus haut, puis augmenter les pensions des militaires et des fonctionnaires handicapés.
- Assurer la sécurité alimentaire et faire en sorte que les réserves de riz soient suffisantes en cas de pénurie soudaine ou d'augmentation de prix.
- Contrôler les réserves et faire en sorte que les réserves nationales répondent aux demandes pour les mois restant de 2008 afin d'assurer les provisions de riz pour la consommation locale.
- Aider et encourager la culture du riz pendant la saison humide entre mai et août.

Stratégies à long terme :

- Davantage de prêts sans garanties obligatoires pour l'achat des matières premières pour des rizières.
- Aides et promotion à l'exportation directe du riz moulu.
- Faciliter les projets agricoles surtout l'augmentation des récoltes avec peu d'intrants comme le système d'intensification du riz (SRI en anglais) et développement des entreprises familiales d'élevage des volailles et autres animaux, production alimentaire et aquaculture.
- Instaurer une taxe pour les terres en friche afin de favoriser la culture des terres non productives.
- Faire respecter la législation des concessions de terrains et annuler les concessions de terrains qui ne sont pas utilisés pour la production.
- Instaurer des concessions sociales pour les communes sans terre afin qu'elles puissent permettre de gagner la vie avec la riziculture, l'élevage etc.
- Nous voudrions demander au Gouvernement Royal et à ses partenaires en développement d'investir sérieusement dans la diversification et l'intensification de l'agronomie, la gestion de l'eau et le développement rural. Ces secteurs ont été quelque peu sous investis et méritent la priorité pour les raisons évidentes que 91 % des pauvres habitent des zones rurales et que l'investissement public dans ces secteurs peut aider les petits paysans à augmenter leur production et avoir un meilleur niveau de vie maintenant que les prix sont à la hausse.

- Examiner toutes les mesures utilisées jusque là, afin de se rendre compte si elles sont efficaces en ce qui concerne la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Les communautés devraient :

- Faire plus efforts pour augmenter leur production locale alimentaire, légumes, élevage de volailles et aquaculture inclus, afin de rester autosuffisantes et même d'avoir des excédents.
- Restaurer et gérer les sources d'eau et d'irrigation pour permettre aux foyers et aux communautés d'accéder à l'eau.
- Chaque foyer devrait gérer ses propres réserves de riz et assurer qu'elles soient suffisantes.
- Améliorer les semences, les techniques agricoles et la capacité de stockage.

De longues queues pour se procurer des aliments aux Philippines

PARAGOS Philippine

Les Philippines sont actuellement parmi les plus grands importateurs mondiaux de riz. Et ces jours-ci, d'immenses foules font quotidiennement la queue pour acheter du riz à portée de leurs bourses aux postes de vente gouvernementaux de riz en détail. Et ce ne sont pas que les pauvres qui font la queue, il paraît même que des membres des classes moyennes y ont été vus.

Aux Philippines, cette situation s'est produite à la suite d'une politique alimentaire aberrante, où l'importation est privilégiée par rapport à la production locale. Cette situation s'était aggravée au début des années 1980, période à laquelle l'État a commencé à retirer son soutien à l'agriculture. C'est à ce moment que des multinationales agricoles d'origine américaine (comme Monsanto et Cargill) et des institutions financières internationales (particulièrement la Banque Mondiale, les Fonds Monétaires Internationaux et l'Organisation Mondiale du Commerce) ont commencé à faire pressions sur les fermiers dans le monde pour qu'ils produisent des cultures d'exportation et des agro carburants au lieu de faire pousser des aliments sains pour une consommation locale et un équilibre régional.

Parmi les moyens utilisés étaient des programmes de réajustement structurel, programmes imposés par la Banque Mondiale et le FMI aux années 80, ayant comme résultat, une sévère réduction d'investissement dans l'agriculture de la part du gouvernement philippin. En même temps l'acquittement des dettes est devenu la priorité budgétaire nationale avec de 8 à 10 % du produit intérieur brut consacré à l'acquittement de la dette. Le pourcentage de paiements d'intérêts par rapport aux dépenses a augmenté de 7 % en 1980 à 28 % en 1994 tandis que les dépenses publiques ont plongé de 26 % à 16 %.

Par la suite, les dépenses agricoles ont chuté de moitié et la production agricole s'est vite effritée. Seulement la moitié des zones irrigables était équipées et même celles-là se sont détériorées au cours des décennies. À la fin des années 90, seulement 17 % du réseau routier philippin était goudronné. Des subventions pour les services d'infrastructures ont diminué aussi, avec comme résultat des récoltes de riz bien au-dessous des demandes. Quand la libéralisation du marché a commencé, les Philippines étaient obligées d'accepter d'importer de 1 à 4 % de riz pour leur consommation pendant les dix années suivantes. À la longue, pour combler les manques, le gouvernement a eu recours de plus en plus aux importations de riz. Ces importations massives ont fait effondrer le prix du riz, décourageant les paysans et gardant la croissance de production bien au-dessous de la demande. Les autres secteurs agricoles étaient ravagés, comme l'élevage des volailles qui a presque disparu à cause des morceaux de poulets importés très bon marchés qui ont inondé le marché. Et même, contrairement aux promesses de 500 000 nouveaux emplois chaque année, l'emploi dans l'agriculture a chuté de 11,2 millions en 1994 à 10,8 millions en 2001.

Aujourd'hui, les paysans sont devenus des « consommateurs » de semences et de chimiques très chers, vendus par de puissantes multinationales servies par les puissants propriétaires et prêteurs sur gages. Des intellectuels ont même inventé un terme pour ce phénomène : « de-peasantisation », qui, paraît-il, est dans un état avancé en Amérique latine et en Asie. Et, inévitablement, ce phénomène a contribué à la crise alimentaire mondiale.

Si on peut croire ce que dit la presse, le gouvernement philippin est train de faire volte-face et de repenser un programme pour atteindre l'autosuffisance en production alimentaire. Mais en réalité,

il semble que le gouvernement n'a que re-habillé les programmes agricoles existants et qu'il a l'air peu disposé à se lancer dans des réformes décisives, réformes qui pourraient réellement redresser la crise actuelle. Par exemple, le gouvernement a sorti son programme « FIELDS », ce qui montre clairement qu'il continue à promouvoir la culture du riz hybride et d'une agriculture intensivement nourrie aux intrants chimiques au lieu de rechercher des méthodes pour une agriculture durable. En suite, si le gouvernement, paraît-il, alloue davantage de fonds à l'agriculture, il n'est pas encore évident de quand ces fonds seront disponibles et même s'ils arriveront aux petits agriculteurs.

Le défi donc est de convaincre le gouvernement de s'engager à faire les réformes politiques nécessaires et de dégager les ressources adéquates afin de développer l'agriculture et les zones rurales, pour que le pays puisse commencer la longue marche vers une production agricole durable, de long terme, et vers un développement rural. Nous devrions convaincre le gouvernement d'équiper le petit agriculteur de ressources adéquates (comme la terre et des sources d'eau) et d'instaurer une politique environnementale qui les pousserait à pratiquer l'agriculture durable qui, d'ailleurs, produit des récoltes plus en plus importantes assurant des revenus plus importants.

Le prix élevé du riz à Timor Leste n'est pas une crise alimentaire

HASATIL Timor Leste

HASATIL est un réseau de paysans, femmes, étudiants, artistes, éleveurs, bergers, pêcheurs et d'organisations basées sur l'agriculture, la pêche, l'élevage et l'environnement. HASATIL est solidaire dans la lutte pour la promotion de l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire à Timor Leste.

Les problèmes de la crise alimentaire et de la pauvreté, ne sont pas les problèmes d'une ou deux personnes, ou d'un ou deux pays mais ils sont devenus des problèmes mondiaux.

Timor Leste est une nouvelle nation, avec une population de presque un million de personnes parmi lesquelles 80 % travaillent dans le secteur agricole. Dans la zone rurale, 94 % de la population gagnent sa vie dans l'agriculture, la pêche et l'élevage. Selon la UNDP, le revenu par foyer est de 0,50 \$US par jour. Ce chiffre montre le fait que Timor Leste est un pays pauvre comme au moins vingt autres pays.

Nous étions contents quand nous avons entendu dire que le gouvernement donnait la priorité à l'éradication de la pauvreté et l'augmentation de la production locale. Nous, les paysans de Timor Leste, nous sommes pauvres et n'avons pas assez de nourriture à cause du manque de politique nationale favorisant la production.

Pour exemple, notre gouvernement a signé le Mémorandum de Compréhension (MOU en anglais) pour favoriser la plantation de canne à sucre, Jatropha, et une plantation d'hévéas en vue d'une production industrielle. Des centaines de milliers d'hectares de terres riches et fertiles vont être utilisées pour une culture de rapport. Ce projet va prendre de la terre nourricière, il va utiliser massivement des chimiques et va nécessiter beaucoup de main d'oeuvre.

Selon des statistiques du gouvernement de Timor Leste, pour 2007 la production nationale de riz était de 33 246 tonnes par an quand le besoin en riz pour la consommation était de 83 217,78 tonnes par an. Cela fait un déficit de 49 971,78 tonnes par an, ce qui oblige le gouvernement d'importer du riz d'un pays étranger. La plupart des résidents de Timor Leste mange le riz comme nourriture de base et le prix excessif du riz est un problème pour les consommateurs. Tandis que le riz est vendu trop cher, la production d'autres nourritures de base comme le manioc, le maïs, le sagou etc., bien connus de la communauté, est abandonné.

Pour en finir avec la dépendance au sujet de riz, HASATIL a organisé une campagne nationale pour promouvoir la nourriture autochtone et réaliser la souveraineté alimentaire. Ils ont organisé des expositions sur la nourriture, des séminaires et des mobilisations en masse afin de créer des programmes de sensibilisation sur divers produits alimentaires locaux cultivés par les familles paysannes.

Chiffres basés sur une enquête de HASATIL

District	Marque/kg	Price	Notes
Lospalos	MTCI 35 kg	\$.25.00	
	Globus 38 kg	\$.32.00	
Manufahi	MTCI 35 kg	\$.27.00	
	Globus 38 kg	\$.29.50	
Viqueque	MTCI 35 kg	\$.26.00	
Maliana	MTCI 35 kg	\$.26.00	
SuaiFatumeanfatululik	MTCI 35 kg	\$.26.00	
	MTCI 35 kg	\$.37.00	
	MTCI 35 kg	\$.38.00	
Oecussi	MTCI 35 kg	\$.19.00	
Baucau	MTCI 35 kg	\$.25.00	
	Kuda ulun	\$.26.00	
Ainaro	MTCI 35 kg	\$.30.00	
	MTCI 28 kg	\$.23.00	
	MTCI 8 kg	\$.14.00	
Dili	MTCI 35 kg	\$.24-25.50.	
Liquica, Ermera	MTCI 35 kg	\$.25.00	
Prix fixés par le Ministère du Commerce	MTCI 35 kg	\$.18.00	Vendu sur le marché subventionné par le gouvernement. Accessible seulement par les consommateurs fortunés.

Le prix moyen du riz est de 0,25 à 0,35\$/Kg. En comparant ce chiffre avec les revenus d'une famille de 0,50\$ par jour, on peut dire qu'il faut travailler 45 jours pour acheter 35kg de riz.

D'après nos échanges avec les villageois de la zone rurale, les paysans ne se rendent pas compte de la crise alimentaire, mais souffrent du prix trop élevé du riz. Ces paysans ne sont pas dépendants du riz comme nourriture de base ; ils trouvent toujours d'autres denrées locales disponibles chez eux.

Dans la zone côtière au nord de Timor Leste, on trouve moins de nourriture parce que les gens sont des pêcheurs. Quand il y a une marée imprévisiblement haute, il leur est difficile de trouver des poissons dans la mer. Pour faire le feu pour cuire les repas, les gens ramassent du bois, provoquant l'érosion et une crise écologique.

HASATIL, en tant que réseau des organisations paysannes à Timor Leste, promeut la souveraineté alimentaire parmi le peuple ; notre principale campagne est d'encourager l'utilisation d'autres aliments locaux comme nourriture de base au lieu de manger du riz.

ANNEXE: La production de riz et de maïs à Timor Leste 2006/2007 émis par le Ministère de l'Agriculture.

La crise du prix des aliments en Thaïlande

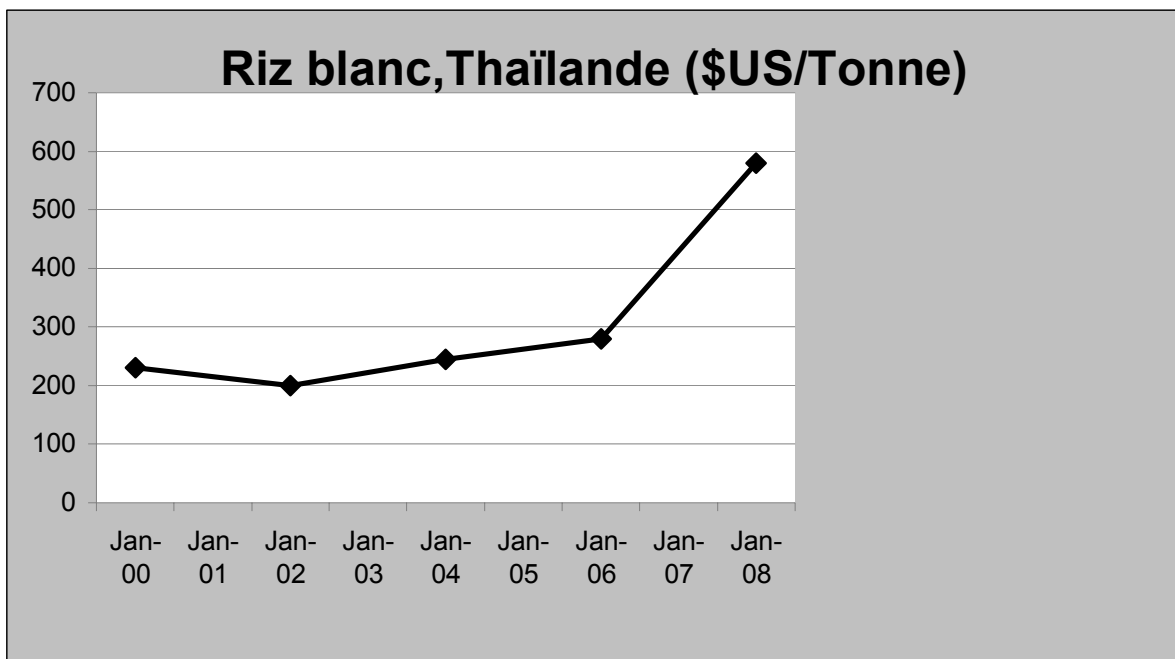
Northern Peasant Federation (NPF), Thailand

Les problèmes des paysans et des pauvres face à la crise alimentaire et à la crise de l'énergie.

1. Les droits fonciers : selon les données de 1998, il y avait plus de 10 millions de personnes habitant dans les terres forestières reconnues. Parmi ces personnes, à peu près 500 000 foyers habitaient des zones de réserve de cette forêt, couvrant une superficie de 8,1 millions rai (égal 1,3 million ha.). Ces personnes en précarité risquent d'être arrêtées et d'être expulsées.
2. Manque de terres pour les pauvres urbains et les petits agriculteurs : Il y a approximativement 30 millions de petits agriculteurs, soit 5,6 millions de foyers. Parmi ce peuple rural, il y a environ 1,5 millions de foyers sans ou avec insuffisamment de terres. En plus, il y a plus de 600 000 foyers de pauvres urbains en Thaïlande qui sont dans une condition de précarité dans leurs hameaux.
3. Vivant criblé de dettes et perdant leurs terres : Il y a environ 6,3 millions de personnes enregistrés dans les agences gouvernementales ayant un statut de débiteur. Le montant total de la dette est de 94 milliers de millions de baht. En général, les pauvres utilisaient leurs terres comme garanties pour des prêts bancaires ou des institutions de prêts. La superficie totale de ces terres est de 38 millions de rai (6,1 million ha.). Les paysans qui ne pouvaient pas payer leur dette ont perdu leurs terres au profit des institutions qui les ont vendues par la suite.
4. Distribution injuste des terres revendiquées et abandonnées ou terres sous-exploitées : Comme signalé par la *Land Institute Foundation*, une ONG avec pour mission le suivi des situations ou des problèmes des terres réclamées en Thaïlande, environ 90 % de la superficie totale des terres est réclamée par 10 % de la population. En plus, il y a beaucoup de terres abandonnées ou sous-exploitées, d'une superficie de 30 millions de rai (4,8 million ha.). Ce phénomène a apporté à l'économie du pays un manque de 100 000 millions de baht par an (3,125 millions de \$US).

La crise du prix des aliments.

Pendant ces trois dernières années, les prix des aliments en Thaïlande ont continuellement augmenté ; Surtout le prix de riz. Quoique la Thaïlande soit le plus important exportateur de riz du monde, ses fermiers et ses pauvres doivent supporter les prix élevés. Selon des statistiques du gouvernement, l'augmentation de prix pour le riz est de 74 %, pour le maïs 46 %, pour le soja 87 % et pour l'huile végétale 97 %. Ces augmentations de prix des matières premières mènent à une hausse des prix alimentaires. La crise des prix des aliments en Thaïlande cette année ce n'est pas dû à une quantité insuffisante d'aliments mais à une distribution inégale et à une inflation économique de 9,2 % en juillet. Ceci se voit bien dans la graphique ci-dessous, qui montre une brutale hausse du prix du riz thaï sur le marché mondial en 2008.



Source: IMF Primary Commodity Prices, available:
<http://www.imf.org/external/np/res/commod/index.asp>

Les causes de l'augmentation des prix alimentaires

1. **Le prix du pétrole**

Le facteur décisif qui déclenche une crise alimentaire est l'augmentation du prix du pétrole. Ce prix a rapidement augmenté pendant la dernière décennie et cette année, il est au plus haut. Ces dernières années, le prix du pétrole à Singapour, prix sur lequel est basé le prix en Thaïlande, a augmenté de 30 à 150\$US/baril. La forte augmentation du prix du pétrole a mené à une augmentation du prix des intrants agricoles et du coût de transport. Ceci a été la raison principale pour beaucoup d'entreprises d'augmenter le prix de vente de leurs produits.

2. **Changements climatiques mondiaux et catastrophes naturelles**

Des changements climatiques ont eu des influences sur les climats locaux, contribuant à des catastrophes naturelles ; ceci est évident pour beaucoup de pays dans le monde. Des récoltes ont été anéanties. Quelques exemples de ces phénomènes sont : des tempêtes et des inondations qui ont détruit les rizières au Vietnam, la sécheresse en Australie qui dure depuis deux ans et qui a provoqué une réduction des récoltes de blé, et une réduction de 40 % de la récolte de riz en Equateur à cause d'importantes inondations.

3. **L'expansion des plantations d'agro carburants**

À cause de l'augmentation du prix du pétrole en Thaïlande, le gouvernement thaï réalise un programme de production d'énergie par les plantes, par exemple « *Zohol-Gasoline* » et « *Bio-diesel* ». Ces sources d'énergie alternative représentent 35 % de la consommation totale de pétrole dans le pays. Une augmentation de la consommation d'agroc carburants de 1,5 litres par jour en 2008 à 2,4 litres par jour en 2011 et prévue. Afin d'assurer un bon stock d'énergie, le gouvernement veut étendre les superficies des plantations d'agroc carburants jusqu'à plus de 2 millions de rai (320 000 ha.). Le gouvernement compte utiliser la canne à sucre et la cassave pour la région du nord-est et le maïs pour la région du nord. Résultat : des terres jusque-là nourricières vont être transformées en terres pour agroc carburants. La rentabilité et

la demande sur le marché sont de fortes motivations, non seulement pour les petits agriculteurs mais aussi pour les grosses entreprises. Par contre, la superficie des cultures alimentaires a diminué, réduisant la production et augmentant les prix.

Conséquences pour les paysans et les pauvres

1. ***Des frais plus importants pour les paysans***

Les paysans et, en général, les pauvres, sont lourdement touchés par les prix de la consommation. La part des dépenses pour la nourriture est de 50 à 70 % des dépenses totales. Bien que les prix des produits agricoles sont élevés, les paysans ne font pas de bénéfice à cause de la hausse des prix des intrants. Ceux qui bénéficient de ces prix forts sont les revendeurs et les entreprises alimentaires.

2. ***La diminution de la sécurité alimentaire aux niveaux des foyers et des communautés***

La sécurité alimentaire a été réduite pour les foyers et pour les communautés. La raison en est que les petits agriculteurs ont changé leurs cultures alimentaires pour des cultures de carburant parce que les profits en sont supérieurs. Des cultures pour carburant, comme la plupart des cultures de rapport, font généralement partie du système de monoculture. Donc, le système alimentaire traditionnel de cultures diversifiées a disparu. Ceci conduit à la diminution de la sécurité alimentaire au niveau local.

3. ***Des petits agriculteurs vendent leurs terres***

Parce que les prix sont bons pour des cultures alimentaires, beaucoup d'entreprises et d'investisseurs au niveau national et international veulent davantage de terres pour ces cultures. Ils achètent les terres des petits agriculteurs ruinés. Pour soutenir les entreprises privées, le gouvernement a décidé de changer la loi afin de permettre aux individus ou aux entreprises étrangers d'acheter ou louer des terres pour un temps illimité.

4. ***Les métayers chassés de leurs terres louées.***

À présent, il y a respectivement 63 %, 45 % et 10 % des paysans dans le centre, le nord et le sud-sud-est de la Thaïlande qui louent leurs terres pour les cultiver. Avec la hausse générale des prix, les propriétaires fonciers ont augmenté leurs loyers. Quelques-uns reprennent leurs terres pour les louer aux entreprises privées qui payent le loyer plus cher. Donc il y a de plus en plus de petits agriculteurs qui n'ont plus de terres à cultiver.

Une réponse sérieuse à la crise alimentaire des Philippines

KMP Philippine

L'actuelle crise du riz à laquelle nous devons faire face, nous alarme beaucoup. Bien que les paysans continuent à produire de la nourriture, beaucoup de petits agriculteurs souffrent des prix élevés des denrées tout comme, en ville, les ouvriers pauvres et leurs familles. Beaucoup de paysans ne sont pas propriétaires des terres qu'ils cultivent ; ils sont victimes des usuriers et sont abandonnés par le gouvernement qui injustement néglige de leur attribuer des subventions ; ils produisent pour l'exportation pour payer leurs dettes ou bien travaillent comme ouvrier agricole pour des salaires de misère.

Avec un marché international fermé et des prix à la hausse partout dans le monde, le gouvernement Arroyo ne pouvait plus contenir ni cacher la crise de la sous-production et de l'insuffisance de la riziculture par davantage d'importations de riz. Incapable de se rendre compte des raisons de la crise, le gouvernement essaie de la résoudre à coup de semences variées soi-disant miraculeuses de riz hybrides, imposées par des multinationales agrochimiques, ou bien avec la bonne vieille formule - usée jusqu'à la corde, autodestructive et néolibérale - celle de l'importation massive de riz ; puis il brandit des mesures bouche-trou comme le FIELDS (*Fertilizer Irrigation and infrastructures Extension Loans, Dries, post-harvest facilities and Seeds*), qu'a présenté le président Arroyo lors du sommet sur la nourriture récemment conclu le 4 avril, déclarant son accord pour lancer une souscription de 45,5 milliard de Pesos (1 089 820 359\$) à ce sujet. Les détails suivent :

Engrais	P 1.5 milliards
Irrigation et infrastructure	P 6.0 milliards
Extension	P 3.0 milliards
Prêts	P 15 milliards
Séchage, post-récolte mécanismes	P 12 milliards
Semences	P 8.0 milliards
Total	P 45.5 milliards

Récemment, le président Arroyo a annoncé une subvention pour les riziculteurs de 5 milliards de Pesos.

S'il n'y a pas de crise pour le riz, pourquoi une telle recherche frénétique pour trouver des solutions ? Pourquoi ce besoin soudain d'allocation de fonds pour augmenter la production de riz ? S'il y a en effet une crise, pourquoi est-ce que le gouvernement n'a réagi que maintenant ? Comment en sommes-nous arrivés là ? Le gouvernement esquisse-t-il de bonnes solutions ?

Des solutions – sont-elles correctes ou fausses ?

Proposent-ils des solutions correctes ?

Selon l'étude menée par l'Institut Philippin de Recherche sur le Riz (PHILRICE en anglais) de septembre 2006, le palay (du riz en grains) et le prix du riz sont parmi les plus hauts prix des pays en voie de développement en Asie. Citant les données tirées d'une étude gouvernementale menée de 1992 à 2001, il a dit que le prix du palay aux Philippines est aux environs de 8P (0,19\$) par kilo, en comparaison avec 6P (0,14\$) au Vietnam, en Indonésie, en Thaïlande et en Inde, et 7P (0,16\$) en Chine. Par ailleurs, le prix du riz aux Philippines est le double du prix pratiqué en Thaïlande et au Vietnam et presque 30 % de plus qu'en Indonésie.

L'étude impute les prix excessivement hauts du palay au coût de la main d'œuvre élevé aux Philippines en raison de l'état arriéré de la production agricole. Le travail dans le pays est tellement peu mécanisé qu'il faut 30 jours ouvrables pour récolter, battre et livrer le palay, un processus qui prend 5 jours en Thaïlande.

En outre, l'étude a trouvé que la raison de la pauvreté du riziculteur est qu'il ne cultive que deux hectares en moyenne.

L'étude a déclaré aussi, que le peu de quantité de palay récolté peut être attribué à la superficie agricole relativement réduite dans le pays comparée avec celle de la Thaïlande, qui en a 60 % de plus, et au fait que la Thaïlande et le Vietnam allouent beaucoup plus de terres à la production du riz.

Tous ces faits confirment ce que nous avons toujours dit – que le pays est arriéré et préindustriel. Nous ne pouvons nous vanter d'une seule réalisation industrielle et notre agriculture est encore plus arriérée que celle de nos voisins d'Asie de Sud-Est. Ces problèmes ne peuvent pas être résolus par des solutions sporadiques et des lâchers de fonds. Même les solutions proposées par FIELDS ne sont pas suffisantes.

Combien de paysans pourraient bénéficier des fonds prêtés de 20 milliards de Pesos (479 041 916\$) et du prêt pour semences de 8 milliards de Pesos (191 616 766\$) ? Si on divise seulement les fonds prêtés de 20P milliards par la superficie du pays cultivé en riz, soit environ 3,84 millions d'hectares, on arrive à un chiffre de 5 208P (124\$) par hectare de fonds prêtés. Ceci est bien en dessous des 40 000P (958\$) coût de production de riz par hectare pour avoir une récolte. Et qui est en mesure de demander un de ces prêts ?

L'étude PHILRICE a révélé que les paysans préfèrent les moyens non officiels de prêts (comprendre : des usuriers) parce que le déblocage des fonds est rapide, il y a moins de paperasses et il n'y a pas de garanties à fournir et les échéances sont flexibles. Une autre raison, c'est pendant la période entre la plantation et la récolte que les usuriers font des prêts aux paysans pour qu'ils subviennent à leurs besoins indispensables. Et les garanties ? En utilisant des Certificats d'accord de possession des terres (CLOA en anglais) comme garantie pour bénéficiaire-paysan de la réforme agricole, ils perdront leurs terres faute de revenus suffisants à cause du processus de production arriérée.

Et si on modernisait la manière de produire dans sa globalité ? Les subventions accordées par la Corée du Sud ne sont disponibles que pour le séchage et les matériaux pour la post-récolte. Qui plus est, les grands propriétaires terriens préfèrent convertir leurs terres pour un usage commercial ou industriel parce que la valeur en est augmentée.

Les solutions proposées par le gouvernement Arroyo passent à côté de trois points importants. Premièrement, les processus de sécurité alimentaire et de l'industrialisation rurale demandent du temps, et les politiques gouvernementales de privatisation de l'économie, de dérégulation et de libéralisation conduisent à davantage de faillites et de retard industriel dans le secteur agricole. Deuxièmement, la raison des coûts si excessifs de la commercialisation du riz est dû aux prix fixés et contrôlés par les minotiers, les transports et les grossistes, qui sont souvent la même personne.

Le troisième point et le plus important, est que la sécurité alimentaire ne peut pas exister au pays tant que les terres sont toutes rassemblées dans les mains de quelques gros propriétaires qui n'ont qu'un seul intérêt : tirer le plus possible de leurs terres en plantant des cultures de rapport et en saignant à mort leurs locataires. Et la Loi pour la Réforme Agraire Compréhensive de 1988 n'est certainement pas la solution : elle a été prolongée pour dix ans de plus parce qu'elle n'a pas

amélioré la situation des sans-terress. Il est temps de considérer sérieusement le Programme de Réforme Agraire Véritable (GARP en anglais) que propose le parti Anakpawis (les Travailleurs Durs), mais seulement si le gouvernement veut sérieusement songer à résoudre le problème de retard rural et trouver une solution à la crise du riz.

Le but de la GARP est d'accomplir les objectifs suivants :

Démanteler les monopoles terriens et instaurer la libre distribution des terres contrôlées par cet Acte dans un laps de temps qui soit juste pour les paysans bénéficiaires et éliminer toute forme d'oppression et d'abus dans la campagne en instaurant une justice sociale véritable.

Transformer les paysans bénéficiaires en producteurs efficaces, en établissant un programme cohérent et global de services de soutien pour les aider à améliorer leurs possibilités de produire. Augmenter les revenus des paysans bénéficiaires et améliorer leur niveau de vie en promouvant des coopératives et autres formes d'entraide comme principal véhicule pour l'amélioration de la productivité.

Instaurer les mécanismes sociaux et les mesures qui éviteront que les terres des paysans bénéficiaires soient perdues ainsi que la reconstitution du monopole des terres.

Lancer le développement complet de notre secteur agricole et poser la fondation pour l'industrialisation nationale.

Avec l'appui du GARP, nous voyons aussi la nécessité d'être partisan de l'Acte pour le Développement de l'Industrie du Riz (RIDA en anglais) ou HB N° 3958, à l'initiative des représentants militants des partis de Bayan Muna, Anakpawis et du Parti des Femmes de Gabriela.

La RIDA va ouvrir la voie pour le développement et la protection de notre industrie de riz, en la transformant en un élément économique indépendant et viable de notre développement national et cela éloignera le pays de la dépendance des importations et de l'insécurité alimentaire. Les programmes de base de la RIDA sont :

- a) Des crédits accordés directement aux paysans ;
- b) Des subventions soutenues pour les coûts de production ;
- c) Des systèmes d'irrigation et des facilités post-récoltes développés ;
- d) Capacité de procurer le palay à l'Autorité Nationale des Aliments (NFA en anglais) améliorée et distribution et commercialisation du riz modernisées ;
- e) Des subventions pour l'extension des services.

De plus, la RIDA voudrait institutionnaliser les mesures qui protégeraient nos rizières d'une utilisation autre de cette terre, ainsi le pays aurait suffisamment de terres pour produire nos produits de base en quantité nécessaire pour notre sécurité alimentaire.

ANNEXE 1

La Via Campesina *www.viacampesina.org*

Secretaria operativa/ Operational secretariat: Jln. Mampang Prapatan XIV No. 5 Jakarta Selatan 12790- Indonesia
Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426 Email: viacampesina@viacampesina.org
Website :<http://www.viacampesina.org>

Une réponse à la crise alimentaire mondiale:

Les paysans et les petits agriculteurs pourraient nourrir le monde !

Le prix des céréales sur le marché mondial augmente. Le prix du blé a augmenté de 130 % de mars 2007 à mars 2008. Le prix du riz a augmenté de presque 80 % pendant cette période. Le prix du maïs a augmenté de 35 % de mars 2007 à mars 2008 (1). Dans les pays fortement dépendants des importations des aliments, les prix ont augmenté dramatiquement. Les familles pauvres voient leurs factures alimentaires à la hausse et se trouvent incapables de s'offrir les nécessités minimales. Dans beaucoup de pays, le prix des céréales a doublé ou triplé en un an. Dans ces pays, le peuple presse le gouvernement de rendre disponibles sur le marché les aliments à des prix raisonnables. À Haïti, le gouvernement est déjà tombé à cause de cette question et des manifestations très dures se sont déroulées dans d'autres pays comme le Cameroun, l'Égypte et les Philippines.

a. **La crise actuelle: Le résultat de la libéralisation de l'agriculture**

Il y a des analystes qui mettent exclusivement en cause les agrocarburants, les besoins mondiaux en augmentation et le réchauffement de la terre pour expliquer la crise alimentaire actuelle. Mais en réalité, cette crise est aussi le résultat des années de politiques dévastatrices qui ont ébranlé la production alimentaire domestique. La libéralisation du commerce équivaut à une guerre contre les petits producteurs. Les paysans ont été obligés de produire des cultures de rapport pour les multinationales et d'acheter leurs denrées sur le marché mondial.

Pendant les 20 à 30 dernières années, la Banque Mondiale, le FMI et, plus récemment, l'OMC, ont obligé les pays à diminuer leur production alimentaire et à réduire les aides aux paysans et petits agriculteurs. Or, les petits agriculteurs sont des producteurs fondamentaux mondiaux d'aliment.

Des acteurs internationaux importants ont aussi montré leur manque d'intérêt dans la production alimentaire. Les aides au développement accordées par les pays industrialisés aux pays en voie de développement ont augmenté de 20 milliards de \$US en 1980 à 100 milliards en 2007. Mais, dans le même laps de temps, les aides pour l'agriculture ont baissé de 17 milliards de \$US à 3 milliards. Et la plupart de ces fonds n'ont probablement pas aidé les productions alimentaires par les paysans.

Avec les politiques néolibérales, les réserves alimentaires gérées par les états ont été estimées comme revenant trop chers et les gouvernements ont été forcés de les réduire et de les privatiser en modifiant structurellement le régime. Par exemple, Bulog, la compagnie d'État indonésienne fondée pour la régulation des stocks alimentaires de sécurité, a été privatisée en 1998 sous le contrat global du Fonds Monétaire International. Sous la pression de l'OMC, les conseils d'État pour la commercialisation ont été démantelés parce qu'ils vont contre le principe de marché « libre ». Sous les accords de l'OMC, les pays ont aussi été forcés de libéraliser leurs marchés agricoles – de réduire les taxes d'importation (ce qui représente une importante perte pour les gouvernements importateurs !), et d'accepter d'importer jusqu'à 5 % de leurs produits de consommation même s'ils n'en avaient pas besoin. Durant ces temps-là, les multinationales ont continué à pratiquer le dumping pour leurs surplus dans les marchés de ces pays, en utilisant toutes les formes de subvention à l'exportation directe et indirecte. En même temps, les gouvernements ont manqué à leur obligation de stabiliser les

marchés et protéger les paysans et les consommateurs contre les fluctuations soudaines des prix.

Les politiques néolibérales ont détruit la possibilité des pays à se nourrir.

Au bout de 14 ans de NAFTA (*North America Free Trade Agreements*), le Mexique a subi une crise majeure souvent qualifiée de « crise de la tortilla ». Le Mexique, pays exportateur de maïs, est devenu un pays dépendant pour le maïs des US et elle en importe actuellement 30 %. Aujourd'hui, comme des quantités de plus en plus importantes de maïs US sont détournées pour la production d'agrocarburants, la quantité disponible pour le marché mexicain a diminué, provoquant la montée des prix.

En 1992, les paysans indonésiens produisaient assez de soja pour fournir le marché domestique. Le tofu, basé sur le soja, est un élément important du régime quotidien partout dans l'archipel. Suivant la doctrine néolibérale, le pays a ouvert ses frontières aux importations alimentaires, permettant au soja bon marché américain d'inonder le marché. Ceci a eu pour résultat la destruction de la production nationale. Aujourd'hui, 60 % du soja consommé en Indonésie est importé. Des prix records du soja US, en janvier dernier, ont provoqué une crise nationale quand le prix du *tempeh* et du soja (la « viande » des pauvres) a doublé en quelques semaines.

Selon la FAO, le déficit alimentaire en Afrique occidentale a augmenté de 81 % entre 1995 et 2004. Pendant cette même période de temps, l'importation des céréales a augmenté de 102 %, du sucre de 83 %, des produits laitiers de 152 % et de volailles de 500 %. Néanmoins, selon l'IFAD (2007), la région a la possibilité de produire une quantité suffisante d'aliments.

Partout dans le monde, bien que cela aggrave la vulnérabilité des pays, la libéralisation continue – l'Union Européenne est en train d'obliger les pays ACP à entrer dans la soi-disant Accords d'Association Economiques (EPA en anglais) afin de libéraliser le secteur agricole avec des effets néfastes prévisibles sur la production alimentaire.

b. **Le boum des agrocarburants – un bouleversement soudain pour les marchés mondiaux.**

L'apparition des agrocarburants est une cause supplémentaire de la hausse des prix alimentaires. Pendant ces dernières années, les multinationales et les pouvoirs économiques mondiaux comme les Etats-Unis et l'Union Européenne ont rapidement développé la production des agrocarburants. Des subventions et des investissements massifs sont déversés dans ce secteur en plein « boum ». Comme résultat, les terres nourricières sont rapidement en train de se convertir en terres pour la production d'agrocarburants et une quantité importante de maïs US a soudainement « disparu » parce que acheté pour la production d'éthanol. Cette explosion incontrôlée du secteur agrocarburants a créé un choc dans les marchés agricoles internationaux déjà instables. L'Egypte, l'un des plus gros importateurs de céréales, a demandé aux US et à l'UE d'arrêter de faire pousser du maïs et autres cultures pour les agrocarburants. En Egypte, les prix des aliments, incluant le pain subventionné, ont augmenté de 30 % l'année dernière (2). Aux Philippines, le gouvernement étudie en ce moment quelques 1,2 million ha. de terres pour la culture de jatropha, au sud dans l'île de Mindanao, géré par la *Phillipine National Oil Company – Alternative Fuels Corporation*. Il repère aussi plus de 400 000 ha. de terres pour des investissements dans le secteur privé. Le *Jatropha curcas* est un arbuste résistant à la sécheresse et non mangeable. Il produit des fruits de la taille d'une balle de golf qui contiennent de l'huile qui peut être transformée en agrocarburant. Des effets néfastes sur la sécurité alimentaire locale sont attendus (5).

c. **Spéculateurs – ils parient sur la pénurie attendue**

Souvent éclipsée dans le débat public, la spéculation est une des causes principales de la crise alimentaire actuelle. La production continue d'être suffisante, mais les spéculateurs parient sur une pénurie attendue et une hausse artificielle des prix.

La production mondiale des céréales en 2007/2008 est estimée à 2 108 millions de tonnes (une augmentation de 4,7 % en comparaison de 2006/2007). Ceci est bien au-dessus de l'augmentation moyenne de la dernière décennie qui est de 2 %. La consommation moyenne des céréales pour l'alimentation a augmenté d'environ 1 % par an et atteindra 1 009 millions de tonnes en 2007/2008. L'utilisation pour alimentation animale a augmenté de 2 % jusqu'à 756 millions de tonnes. Et l'utilisation pour autres usages sera aux environs de 364 millions de tonnes. Une importante partie de cela est le maïs (95 millions de tonnes), parmi lequel beaucoup est utilisé comme agrocarburants. Aux US, il est prévu d'utiliser 81 millions de tonnes de maïs pour de l'éthanol, 37 % de plus qu'en 2006/2007.

Il est estimé que les réserves mondiales de céréales vont diminuer de 21 millions de tonnes (de 5 %) jusqu'à 405 millions de tonnes à la fin de la saison 2008. Ces réserves diminuent depuis plusieurs années ; elles sont à présent au niveau le plus bas depuis 25 ans.

Bien qu'il soit vrai que ces dernières années la demande a augmenté un peu plus que la production, une politique internationale et nationale équilibrée pour la production alimentaire domestique pourrait facilement redresser la situation et garantirait des prix stables pour les paysans et les consommateurs.

Des multinationales et des analystes du courant dominant prévoient une utilisation en augmentation des terres pour les agrocarburants (maïs mais aussi huile de palme, huile de colza, canne à sucre etc.). Ils prévoient en Asie, pour la classe moyenne qui est en augmentation, une plus grande demande de l'achat de viande, ce qui va augmenter la demande de céréales, et ils attendent des effets climatiques néfastes sur la production alimentaire comme de sévères sécheresses et des inondations. En attendant, les multinationales, par des moyens agressifs, s'accaparent des larges superficies de terres agricoles près des villes dans des buts spéculatifs, chassant des paysans de leurs terres.

Contant sur ces prédictions, les multinationales manipulent les marchés. Des négociants ont retiré des stocks du marché afin de provoquer les hausses de prix et ont réalisé par la suite d'énormes profits. En Indonésie, pendant la hausse des prix du soja en janvier 2008, l'entreprise PT Cargill Indonesia a caché 13 000 tonnes de soja dans son entrepôt à Surabaya, en attendant que les prix soient au plus haut.

Dans beaucoup de pays, les supermarchés ont imposé leur pouvoir de monopole et sont en train d'augmenter les prix bien au-delà de ce qui est justifié par l'augmentation du prix du produit brut. Par exemple, en France le prix de certains yaourts a augmenté de 40 % bien que le prix du lait ne représente qu'un tiers du prix total. Une augmentation considérable du prix du lait payé aux paysans par les laiteries ne provoquerait jamais une telle augmentation de prix (3). En Allemagne, des paysans ont vu le prix du lait au producteur chuter de 20 à 30 %, les entraînant à la faillite parce que les supermarchés utilisent des produits laitiers bon marché pour achalander les consommateurs.

Depuis l'été 2007, la spéculation financière internationale joue un rôle important dans l'augmentation des prix alimentaires. À cause de la crise financière aux USA, les spéculateurs ont commencé à quitter les produits financiers pour des produits agricoles. Comme beaucoup

de pays sont dépendants sur les importations alimentaires, les prix sur les marchés domestiques en sont directement affectés.

Tout cela est en train de se passer bien qu'il y ait encore assez de produits alimentaires dans le monde pour nourrir la population mondiale. Selon la FAO, le monde pourrait même nourrir jusqu'à 12 milliards de personnes dans le futur.

d. **Des leçons apprises de la crise – ce n'est pas le marché qui va résoudre le problème**

L'instabilité dans les marchés alimentaires internationaux est une des caractéristiques des marchés agricoles – la production est saisonnière et variable, et une augmentation de production ne peut pas être réalisée rapidement car il faut du temps pour la croissance des cultures. En même temps, la consommation n'augmente pas tellement plus s'il y a davantage d'aliments à disposition. Donc, des différences infimes dans l'offre et la demande, des inconnues sur les récoltes futures et la spéculation sur les marchés internationaux peuvent créer des effets spectaculaires sur les prix. La volatilité dans les marchés alimentaires est dû principalement aux dérégulations, aux laisser-aller en ce qui concerne les meneurs de jeu et au manque d'intervention nécessaire au niveau des états, au niveau national et international afin de stabiliser des marchés. Les marchés dérégulés sont une partie clé du problème !

e. **Des paysans et des petits agriculteurs ne bénéficient pas des prix au plus haut**

Tandis que les spéculateurs et les gros négociants sont bénéficiaires des crises actuelles, la plupart des paysans et des petits agriculteurs, eux, ne profitent pas des prix au plus haut. Ils cultivent des plantes alimentaires, mais les bénéfices des récoltes leurs échappent – ils sont déjà épuisés par les usuriers, par les entreprises d'intrants agricoles ou bien par le paiement en direct des négociants ou des usines de production. Bien que, pour les paysans, les prix ont augmenté pour certaines céréales, cette augmentation est modeste en comparaison avec celles qui sont effectuées sur le marché mondial et celles imposées aux consommateurs. Si la nourriture sur les marchés vient des producteurs locaux, les bénéfices des prix plus hauts sont ramassés par des entreprises et autres intermédiaires qui achètent les produits aux paysans et les vendent à un prix encore plus haut. Si les produits viennent du marché international, l'augmentation est encore plus flagrante – ce marché est contrôlé par les multinationales : elles décident à quels prix les produits seront achetés dans les pays d'origine et à quels prix ils seront vendus dans les pays importateurs. Bien que, dans certains cas, les prix ont augmenté pour des producteurs, la plupart des augmentations sont encaissées par les autres. Dans les secteurs laitiers et viande, à cause d'une augmentation du coût de production, les paysans voient leurs prix de revient baisser pendant que les prix pour les consommateurs montent en flèche.

Malgré quelques augmentations modérées de revenu au niveau de la ferme, les éleveurs sont en crise à cause de l'augmentation des prix de l'alimentation animale et les producteurs de céréales sont en face des augmentations brusques du prix des engrais à base d'huile. En comparaison de ce que paient les consommateurs, les paysans vendent leurs produits à un prix extrêmement bas. En Europe, la Coordination espagnole des syndicats paysans (COAG en anglais) a calculé que les consommateurs en Espagne paient jusqu'à 600 % de plus que ce que gagnent les producteurs alimentaires pour ces produits. Des chiffres similaires existent aussi pour d'autres pays où les prix de consommation sont définis principalement par les coûts de transformation, de transport et de vente au détail.

f. **Parmi les victimes –les ouvriers agricoles, les paysans sans-terres et les producteurs de cultures de rapport**

Les ouvriers agricoles, tout comme beaucoup de personnes vivant dans les zones rurales, sont obligés d'acheter leur nourriture, car ils n'ont pas des terres pour la cultiver. Ils sont donc sévèrement touchés par la crise actuelle. Certains paysans et petits agriculteurs ont bien quelques terres, mais ils sont obligés de produire des cultures de rapport au lieu de cultures alimentaires. L'augmentation du prix de l'huile alimentaire en Indonésie depuis 2007 n'a pas bénéficié du tout aux producteurs de l'huile de palme indonésienne. Ils n'ont reçu qu'une augmentation minime de la part des gros acheteurs et ils ne comprennent pas pourquoi des gens ordinaires et des consommateurs sont obligés de payer de prix si forts pour l'huile alimentaire. Beaucoup de ces gens travaillent sous contrat pour des grosses entreprises multinationales qui transforment, affinent et vendent ce produit. Très peu de grosses multinationales ont augmenté le prix payé aux producteurs à la suite de la hausse internationale des prix. Ce système de fermage crée une situation dans laquelle les paysans ne peuvent pas produire la nourriture pour leurs familles, étant obligés de produire des cultures de rapport en monoculture comme la canne à sucre, la huile de palme, le café, le thé ou le cacao. Ce qui fait que, même si le paysan reçoit une augmentation minime pour sa culture de rapport, il est forcé d'acheter sa nourriture sur le marché à un prix très haut. Donc les augmentations des prix alimentaires sont une des causes de l'accroissement de la pauvreté.

g. **Les consommateurs urbains durement touchés**

Les politiques internationales des dernières décennies ont chassé des centaines de millions de personnes vers les zones urbaines où la plupart se sont trouvées dans les bidonvilles, vivant dans la précarité, obligés de travailler pour rien et d'acheter leur nourriture et autres articles à prix fort. Ils sont les premières victimes de la crise actuelle parce qu'ils n'ont pas les moyens de produire leurs propres aliments. Le nombre de ces gens a augmenté dramatiquement et ils dépensent la plus grande partie de leur argent à acheter de la nourriture. Selon la FAO, la nourriture représente de 60 à 80 % des dépenses des consommateurs dans les pays en voie de développement (incluant les paysans sans-terres et les ouvriers agricoles). Les entreprises exploitent impitoyablement la situation actuelle, acceptant que, de plus en plus, les gens souffrent de faim parce qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter la nourriture proposée sur le marché. Les gouvernements sont obligés d'importer des denrées chères pour faire face aux demandes des consommateurs et n'ont pas les moyens d'aider les consommateurs les plus pauvres.

h. **La généralisation du marché libre ne va pas résoudre la crise**

Des institutions comme la Banque Mondiale et le FMI et aussi, quelques gouvernements prônent à présent davantage d'investissements dans l'agriculture, davantage de subventions pour les pays pauvres importateurs de nourriture et plus de libéralisation des marchés pour que les pays puissent permettre l'amélioration des revenus par l'exportation. D'aucuns disent qu'on a besoin de moyens de production plus intensifs, ce qui veut dire pour eux davantage d'agriculture industrielle et d'intrants à haute dose ; ceci inclus l'introduction des OMG et encore plus d'usage de combustible fossile !

En même temps, ils promeuvent une seconde révolution « verte » menée par les multinationales en Afrique, ils continuent d'insister pour avoir davantage l'accès aux marchés pour leurs multinationales dans la Série de Doha et pour que les aides financières sont accordées selon le critère politique – augmenter la dépendance de ces pays. Rien n'est dit sur le besoin de davantage de réglementation des marchés et de leur stabilisation ou si les aides demandées vont être utilisés pour aider les paysans à produire de l'alimentation. Ces investissements iront aux pays importateurs comme proposition « d'aide », ce qui ne fait

qu'augmenter les investissements aux productions alimentaires gérées par les corporations qui continueront à imposer les mêmes recettes de dérégulation et privatisation.

À l'OMC, les prix élevés sont le prétexte utilisé pour forcer les gouvernements à accepter encore plus les baisses des tarifs et la dérégulation des marchés agricoles. Ce qui créera la prochaine crise quand les fluctuations iront dans l'autre sens.

- i. **Un moyen de sortir de la crise – reconstruisons des économies alimentaires nationales**
Pour s'attaquer à la crise actuelle, La Via Campesina affirme que les pays doivent donner la priorité dans leurs budgets aux aides pour les consommateurs les plus pauvres, pour qu'ils aient accès à suffisamment de nourriture. En même temps, ils doivent donner la priorité à leurs productions alimentaires domestiques afin de devenir moins dépendants du marché mondial. C'est-à-dire, ils doivent investir davantage dans la production alimentaire au niveau des paysans et des petits agriculteurs pour le marché local.

Nous avons bien besoin d'une production alimentaire plus importante, mais importante dans le sens de plus de main d'œuvre et de l'usage durable des ressources naturelles. Des systèmes diversifiés de production doivent être développés, des systèmes qui ne se fixent pas sur des cultures premières comme le maïs, le soja, le riz ou le blé, mais qui incluent les denrées locales négligées depuis le début de la révolution « verte ». Des petites fermes familiales peuvent produire une large variété de denrées qui assurent un régime alimentaire équilibré et un surplus pour les marchés. L'agriculture à petite échelle familiale est une protection contre la faim !

Des prix sur les marchés intérieurs doivent être stabilisés à un niveau raisonnable pour les paysans et les consommateurs : pour les paysans, pour que les prix couvrent les coûts de production et leur garantissent un revenu correct et pour les consommateurs, pour qu'ils soient protégés contre les prix alimentaires trop élevés. Des ventes directes entre les paysans et les petits agriculteurs d'un côté et, les consommateurs de l'autre, doivent être encouragées. M. Jacques Diouf, Secrétaire Général de la FAO a déclaré que des pays en voie de développement devraient pouvoir réaliser la souveraineté alimentaire (6).

Dans chaque pays, doit être mis en place un système d'intervention afin de stabiliser les prix sur les marchés. Pour réaliser ceci, des contrôles sur les importations avec des taxes et des quotas sont requis, dans le but de réguler les importations et d'éviter le dumping ou bien les importations à prix réduits qui sapent la production domestique. Les réserves de sécurité gérées par l'état doivent être accrues pour stabiliser les marchés domestiques : en période de surplus, des céréales peuvent être retirées du marché pour renflouer les réserves et en cas de pénurie, des céréales peuvent être réinjectées dans le marché.

Des terres doivent donc être distribuées équitablement aux sans-terres et aux familles paysannes par de réelles réformes agraires et terriennes. Ceci doit inclure le contrôle sur l'eau et l'accès aux points d'eau, aux semences, aux crédits et à la technologie appropriée. Les gens devraient pouvoir reprendre la production de leur propre nourriture et nourrir leurs propres communautés. Tout vol de terre, expulsion ou accaparement de terres pour l'extension de l'agriculture industrielle, doit être empêché. Des mesures urgentes sont nécessaires pour aider les petits agriculteurs et les paysans à augmenter la production alimentaire agro écologique.

Les gouvernements nationaux ne doivent pas refaire l'erreur de promouvoir l'investissement des unités de production alimentaire à grande échelle des corporations agrobusiness. Selon

la FAO, les pays de l'ex-Union Soviétique projettent de mettre à disposition des entreprises agrobusiness, leurs terres non cultivées pour des cultures alimentaires. Ceci pourrait devenir encore une erreur si c'est présenté comme solution à la crise alimentaire.

- j. **La régulation des marchés internationaux et l'instauration des droits fondamentaux**
Des mesures de stabilisation au niveau international doivent être instaurées. Des réserves de sécurité doivent être étoffées et en plus, un mécanisme d'intervention pour stabiliser les prix à un niveau raisonnable sur les marchés internationaux doit être créé. Les pays exportateurs doivent accepter les règles internationales qui contrôlent les quantités qu'ils peuvent injecter sur les marchés.

La culture des céréales pour la production des agrocarburants est inacceptable et doit être stoppé parce qu'elle entre en compétition avec la production alimentaire. Pour le début, nous demandons immédiatement un moratoire sur les agrocarburants comme cela a été proposé par Jean Ziegler, ex rapporteur à l'ONU sur le *Right to Food*.

L'influence des multinationales doit être limitée et le commerce international pour des produits alimentaires de base doit être amené à un niveau minimal nécessaire. Dans la mesure du possible, la production domestique devrait répondre à la demande interne. Ceci est la seule façon de protéger les paysans et les consommateurs contre les fluctuations soudaines des prix sur les marchés internationaux.

Un accord éventuel dans la Série de Doha va provoquer encore un coup bas pour la production alimentaire des paysans ; donc tout accord doit être rejeté.

Les paysans et les petits agriculteurs sont les principaux producteurs alimentaires

La Via Campesina est convaincue que les paysans et les petits agriculteurs peuvent nourrir le monde. Ils doivent donc être considérés comme une partie clé de la solution. Avec une forte volonté politique et l'instauration de politiques adéquates, un plus grand nombre de paysans et de petits agriculteurs produiraient aisément la nourriture suffisante pour alimenter tout le monde à un prix raisonnable. La situation actuelle montre que des changements sont nécessaires !

Le moment de la souveraineté alimentaire est arrivé !

Jakarta, le 25 avril 2008

Références

- (1) Crop Prospects and Food situation par FAO, 2008
- (2) OECD (In Süddeutsche Zeitung 15-4-2008)
- (3) LEMONDE.FR avec AFP 24-02-2008
- (4) Biofuel News 20-3-2008
- (5) http://www.checkbiotech.org/green_News_Biofuels.aspx?infol=17206
- (6) Le Monde 17-4-2008

